



<http://www.udb-bzh.net/>

Communiqué de presse

le 23 juin 2008

FAMINES AU SUD, INFAMIE AU PARLEMENT EUROPEEN.

La directive européenne du 18 juin sonne comme le glas d'une certaine conception d' l' Europe, terre d'accueil, de paix et de solidarité. A la veille de la présidence française, qui sera placée sous le signe de « l'Europe-protection », la majorité des parlementaires a-t-elle voulu accueillir à sa façon Sarkozy en lui offrant un remake de ses politiques ?

Si aujourd'hui en Europe, la brutalité administrative normalisée devient l'outil de gestion des flux migratoires liés à la crise alimentaire ; si les réfugiés climatiques , après la violence de l'exil, subissent l'accueil répressif de la rétention et de l'expulsion, alors le Parlement européen est en train de perdre sa crédibilité quant à sa capacité à tenir son rôle d'instance démocratique.

L'Europe-forteresse n' est pas la réponse à la crise planétaire qui touche les plus pauvres d'entre nous. Les quelques millions de personnes qui tentent de migrer vers l' Europe ne sont rien par rapport à la marée humaine des victimes du libre-échange, de l' endettement, du FMI, de l' OMC, du Farm-bill et d'une certaine gestion des fonds de la PAC : 50 millions de paysans ruinés et... affamés quittent leurs terres chaque année pour rejoindre les bidonvilles...

La paix dans le monde passe d'abord par la réponse alimentaire : 12 millions de personnes qui meurent de faim chaque année, c'est le bilan d'une guerre terrible qui cache son nom.

Pour l'UDB, la réponse à l'immigration dite illégale, passe par l'aide à la mise en place de la souveraineté alimentaire, par l'accès à la terre , à l'eau et aux semences, par l'accès au crédit, aux médicaments, aux soins hospitaliers, à la trithérapie.

L' Union démocratique bretonne espère que la Cour de justice européenne et la Cour européenne des droits de l'Homme ne seront pas insensibles aux appels qui vont être déposés par des élus et associations qui font le choix de l'humanisme.

**Pour l'Union démocratique bretonne,
La porte-parole Mona Bras**